



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MARENNE ADOUR CÔTE-SUD
SÉANCE DU 2 MAI 2017 À 18 HEURES 30
SALLE LADISLAS DE HOYOS DU PÔLE CULINAIRE DE MACS À SEIGNOSSE

Nombre de conseillers :
en exercice : 54
présents : 42
absents représentés : 10
absents : 2

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SÉANCE DU 2 MAI 2017

L'an deux mille dix sept, le deux du mois de mai à 18 heures 30, le conseil communautaire de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud dûment convoqué le 24 avril 2017, s'est réuni en session ordinaire, à la salle « Ladislas de Hoyos » du pôle culinaire de MACS à Seignosse sous la présidence de Monsieur Éric Kerrouche.

Présents :

Mesdames et Messieurs Éric KERROUCHE, Frédérique CHARPENEL, Jean-Claude DAULOUÈDE, Jean-Claude SAUBION, Pierre FROUSTEY, Alain LAVIELLE, Jean-François MONET, Benoît DARETS, Patrick BENOIST, Didier SARCIAT, Francis BETBEDER, Xavier GAUDIO, Lionel CAMBLANNE, Henri ARBEILLE, Delphine BART, Jacqueline BENOIT-DELBAST, Nelly BÉTAILLE, Pascal BRIFFAUD, Pascal CANTAU, Alain CAUNÈGRE, Nicole CHUSSEAU, Éric COUREAU, Cécile CROCHET, Anne-Marie DAUGA, Jean-Luc DELPUECH, Michel DESTENAVE, Céline FERREIRA, Louis GALDOS, Valérie GELEDAN, Chantal JOURAVLEFF, Patrick LACLÉDÈRE, Michel LAUSSU, Marie-Thérèse LIBIER, Isabelle MAINPIN, Aline MARCHAND, Stéphanie MORA-DAUGAREIL, Michel PENNE, Kelly PERON, Jérôme PETITJEAN, Arnaud PINATEL, Françoise TROCCARD, Jean-Louis VILLENAVE.

Absents représentés :

Mme Marie APHATIE a donné pouvoir à M. Pascal BRIFFAUD, M. Hervé BOUYRIE est suppléé par M. Bernard MORESMAU, M. Stéphane DARMAILLAC a donné pouvoir à Mme Nicole CHUSSEAU, Mme Sylvie DE ARTECHE a donné pouvoir à M. Pascal CANTAU, Mme Nathalie DECOUX a donné pouvoir à Mme Anne-Marie DAUGA, Mme Christine GAYON a donné pouvoir à M. Benoît DARETS, Mme Christine JAURY-CHAMALBIDE a donné pouvoir à M. Éric KERROUCHE, Mme Corine LAFITTE a donné pouvoir à Mme Françoise TROCCARD, M. Francis LAPÉBIE est suppléé par Mme Fabienne NOVION, Mme Sabine RICHARD a donné pouvoir à M. Jean-Claude SAUBION.

Absentes : Mesdames Nathalie CASTETS, Patricia MARS-JOLIBERT.

Secrétaire de séance : Madame Céline FERRÈIRA.

OBJET : ADMINISTRATION GÉNÉRALE - MODIFICATION DE L'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE POUR LES COMPÉTENCES EXERCÉES PAR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MARENNE ADOUR CÔTE-SUD QUI Y SONT SOUMISES

Rapporteur : Monsieur le Président

Suite à la réforme territoriale issue de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), la mise en conformité des statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud a



été approuvée par arrêté préfectoral n° 989/2016 en date du 29 décembre 2016. Parallèlement, l'intérêt communautaire des compétences exercées par la Communauté de communes, qui y sont soumises, a été défini par délibération du conseil communautaire du 27 septembre 2016 avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2017.

Pour mémoire, l'intérêt communautaire permet de tracer des axes d'intervention clairs. Il s'analyse comme la ligne de partage, au sein d'une compétence, entre les domaines d'action transférés à la Communauté de communes et ceux qui demeurent au niveau des communes ; il détermine ainsi le périmètre fonctionnel du groupement, d'une part, et de ses communes membres, d'autre part.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, des modifications de l'intérêt communautaire des compétences en matière de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, et de construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs, doivent être envisagées pour à la fois être en situation de pouvoir recevoir des financements extérieurs mais également renforcer l'action intercommunale dans les domaines prioritaires de la transition énergétique et des équipements structurants. Une modification de l'intérêt communautaire en matière de création, aménagement et entretien de voirie est également proposée pour rétablir une disposition non retranscrite, par erreur, dans la délibération précitée du 27 septembre 2016.

Il est ainsi proposé de modifier l'intérêt communautaire des compétences précitées de la façon suivante (**Ajout - Suppression**) :

1. Extension de la compétence communautaire en matière de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie

Le recours aux énergies alternatives provenant de source renouvelable pour les véhicules figure parmi les actions de la feuille de route TEPOS 2016-2020 de MACS. Il s'agit d'une action complémentaire au développement du transport en commun, du covoiturage et des mobilités douces.

Un changement de culture en matière de choix de véhicules doit s'opérer dans les années à venir afin de disposer d'un parc fonctionnant à partir des énergies renouvelables produites localement.

En la matière, les collectivités ont un rôle d'exemplarité à jouer auprès de leurs concitoyens. La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte impose ainsi aux collectivités, depuis le 1^{er} janvier 2017, d'acheter 20 % de véhicules à faibles émissions. Le territoire de MACS va disposer d'un environnement favorable grâce au développement de projet de production d'électricité renouvelable et de biogaz pouvant être utilisés pour l'alimentation de véhicules. La Communauté de communes MACS prévoit, en parallèle, l'installation, dans le cadre de son adhésion au SYDEC, d'un réseau de bornes publiques de recharge de véhicules électrique déployé à partir de 2017.

Dans ce contexte, il est proposé d'étendre la compétence communautaire en matière de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie aux investissements de manière générale, afin de permettre à la Communauté de communes de participer à l'effort financier des communes, notamment en matière d'achat d'un véhicule à motorisation alternative, alimentée par une source renouvelable, électrique ou BIOGNV, selon des modalités définies dans le cadre d'un règlement d'intervention.

La rédaction résultant de la modification proposée serait la suivante :

(...)

Compétences optionnelles

3. Protection et mise en valeur de l'environnement

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

(...)

- en ce qui concerne le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (SAMDE), à travers notamment la mise en place du service public de la performance énergétique de l'habitat, en complémentarité des actions dévolues aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité et de gaz territorialement compétentes en application de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales :

- *l'accueil, l'information, le conseil et l'accompagnement technique ainsi que le montage financier,*
- *la prise en charge de tout ou partie des études ou **travaux investissements** nécessaires à la réalisation d'économies d'énergie.*



(...)

2. Rectification d'erreur matérielle en matière création, aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire

Les acquisitions foncières nécessaires aux travaux et interventions en matière de voirie d'intérêt communautaire ont toujours relevé de la compétence des communes qui procédaient ensuite à leur classement dans le domaine public communal. Cependant, la transcription de cette disposition ayant été omise lors de la dernière définition d'intérêt communautaire en matière de voirie, il est proposé de la rétablir conformément à l'accord sur les interventions respectives entre communes et Communauté.

(...) Définition des voies déclarées d'intérêt communautaire

(...)

Nature et consistance des ouvrages composant les voies d'intérêt communautaire

(...)

Attributions de MACS au titre de la compétence voirie d'intérêt communautaire :

(...)

Travaux et interventions Hors Compétences MACS

- *Acquisitions foncières et classement dans le domaine public communal ;*
- *Création de voirie nouvelles, des accotements, dépendances et ouvrages associés, ainsi que la création d'ouvrages d'art ;*
- *Travaux de requalification urbaine et de centre-bourgs :*

(...)

3. Extension de l'intérêt communautaire de la compétence en matière de construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels

La feuille de route culturelle prévoyait la réalisation de trois pôles culturels :

- Pôle « musique » à Saint-Vincent de Tyrosse,
- Pôle « danse » à Soustons,
- Pôle « arts plastiques » à Labenne.

Les deux premiers pôles ont été réalisés : Pôle sud, Centre de formations musicales et La Marensine, Centre d'arts chorégraphiques.

Après une prise de contact avec les principaux partenaires potentiels du projet de pôle arts plastiques à Labenne, il est nécessaire de faire évoluer celui-ci vers un pôle communautaire pour que celui-ci soit subventionnable par la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département des Landes.

La perspective partagée avec la commune de Labenne d'un futur pôle, conçu comme un lieu vivant, ouvert à la jeunesse et susceptible de fédérer un large public, exige d'intégrer une forte dimension scientifique et numérique au projet, tout en conservant une activité Arts plastiques, à travers le développement des arts numériques.

A cet égard, le développement actuel de la culture scientifique et numérique, notamment au niveau éducatif, est propice à la réalisation d'un équipement novateur et correspondant aux caractéristiques sociodémographiques du territoire (population jeune). La réalisation du pôle scientifique, numérique et arts plastiques envisagé, sous maîtrise d'ouvrage communautaire, s'inscrit naturellement dans une démarche partenariale forte avec les collectivités départementales et régionales, les associations et le Ministère de l'Éducation nationale.

L'intérêt communautaire de la compétence en matière d'équipements culturels doit être complété comme suit :

(...) 6. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire (et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire)

- **6.1 Équipements culturels**

Sont déclarés d'intérêt communautaire :



- Pôle Sud - Centre de formations musicales à Saint-Vincent de Tyrosse ;
- La Marensine, Centre d'arts chorégraphiques à Soustons ;
- Pôle scientifique, numérique et arts plastiques à Labenne.

(...)

Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

VU les articles 64, 68 et 81 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5214-16 V ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 décembre 2001 portant création de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ;

VU les arrêtés préfectoraux successifs des 14 mai 2002, 14 mars et 10 octobre 2003, 23 mars 2004, 13 avril et 8 août 2006, 28 mai et 29 juillet 2008, 3 février, 31 juillet et 29 octobre 2009, 19 février 2010, 9 mai 2011, 28 juin et 1^{er} août 2012, 14 janvier, 3 octobre et 31 décembre 2013, 9 janvier, 24 novembre 2015 et 25 avril 2015 portant modifications des statuts et extensions de compétences, définition de l'intérêt communautaire et changement d'adresse du siège de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ;

VU l'arrêté préfectoral n° 989/2016 en date du 29 décembre 2016 portant modification et mise en conformité des statuts de la Communauté de communes conformément aux dispositions de l'article 68-I de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 13 mars 2012 portant approbation de la feuille de route culturelle de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2015 approuvant la feuille de route « Territoire à énergie positive 2016-2020 » ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 27 septembre 2016 portant définition de l'intérêt communautaire des compétences de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud qui y sont soumises ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt communautaire permet de tracer, dans un souci de lisibilité, la ligne de partage, au sein d'une compétence, entre les domaines d'action transférés à la Communauté et ceux qui demeurent au niveau des communes ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, dans un souci de clarification en matière de voirie, d'une part et d'autre part, de renforcement des politiques publiques portées par la Communauté de communes dans les domaines de la transition énergétique et des équipements culturels structurants, de modifier les définitions de l'intérêt communautaire des compétences correspondantes ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient, en application des dispositions du code général des collectivités territoriales précitées, au conseil communautaire, à la majorité des deux tiers, de définir l'intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles exercées par la Communauté de communes ;

décide :

- d'approuver les définitions de l'intérêt communautaire ci-dessus proposées en matière de :
 - soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie :

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

(...)

- en ce qui concerne le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (SAMDE), à travers notamment la mise en place du service public de la performance énergétique de l'habitat, en complémentarité des actions dévolues aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité et de gaz territorialement compétentes en application de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales :

- l'accueil, l'information, le conseil et l'accompagnement technique ainsi que le montage financier,
- la prise en charge de tout ou partie des études ou travaux investissements nécessaires à la réalisation d'économies d'énergie.



(...)

- création, aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire :

(...) Définition des voies déclarées d'intérêt communautaire

(...)

Nature et consistance des ouvrages composant les voies d'intérêt communautaire

(...)

Attributions de MACS au titre de la compétence voirie d'intérêt communautaire :

(...)

Travaux et interventions Hors Compétences MACS

- **Acquisitions foncières et classement dans le domaine public communal ;**
- Création de voirie nouvelles, des accotements, dépendances et ouvrages associés, ainsi que la création d'ouvrages d'art ;
- Travaux de requalification urbaine et de centre-bourgs :

(...)

- construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels :

(...) 6. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire (et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire)

• 6.1 Équipements culturels

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

- Pôle Sud - Centre de formations musicales à Saint-Vincent de Tyrosse ;
- La Marensine, Centre d'arts chorégraphiques à Soustons ;
- **Pôle scientifique, numérique et arts plastiques à Labenne.**

(...)

- de prendre acte que l'intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud qui y sont soumises, intégrant les modifications résultant de la présente, est défini en intégralité dans le document annexé à la présente,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication ou de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

A Saint Vincent de Tyrosse, le 3 mai 2017

Le président,

M. Ferrouche





Définition de l'intérêt communautaire des compétences de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud

L'exercice de certaines compétences par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre est subordonné à la reconnaissance et à la définition de leur intérêt communautaire.

Pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les communautés de communes exercent, au lieu et place des communes membres, des compétences au sein de groupes de compétences obligatoires et optionnelles respectivement fixées par les I et II de l'article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales (CGCT), dont certaines sont subordonnées à la reconnaissance de leur intérêt communautaire.

L'intérêt communautaire permet de tracer, dans un souci de lisibilité, les axes d'intervention clairs de la communauté. Il s'analyse comme la ligne de partage, au sein d'une compétence, entre les domaines d'action transférés à la communauté et ceux qui demeurent au niveau des communes ; il y détermine ainsi le périmètre fonctionnel du groupement, d'une part et de ses communes membres, d'autre part. L'intérêt communautaire ne concerne que certaines compétences obligatoires ou optionnelles expressément et limitativement énumérées par la loi.

Les compétences facultatives, visées à l'article L5211-17 du CGCT, doivent quant à elles, être définies de façon suffisamment précise dans les statuts pour pouvoir être exercées.



Définition qualitative de l'intérêt communautaire

L'intérêt communautaire reçoit, au sein de la Communauté de communes MACS, une définition dite qualitative (DQIC : définition qualitative de l'intérêt communautaire).

Les critères ci-après servent à déterminer si une opération, un projet ou une action sont de compétence communautaire :

a) le périmètre de l'opération, du projet, ou le champ d'application de l'action, se développe sur le territoire de plusieurs communes ou sur celui d'une seule mais concerne alors, par ses implications, partie ou totalité de la Communauté de communes ou,

b) l'opération, le projet ou l'action est déterminant et/ou stratégique pour l'équilibre socio-économique de la Communauté de communes.

Sous réserve de la satisfaction d'au moins un des critères précédents, l'opération, le projet ou l'action implique une coordination avec d'autres collectivités ou d'autres institutions (Département(s), Région(s), pays, autre(s) EPCI, État, Union européenne...).

Compétences obligatoires

1. Aménagement de l'espace communautaire pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

- les ZAC nouvelles, à condition qu'elles répondent à la DQIC (définition qualitative de l'intérêt communautaire) ;

- la communauté de communes est l'autorité organisatrice de la mobilité dans son ressort territorial au sens de l'article L. 1231-1 du code des transports.

Compétences optionnelles

3. Protection et mise en valeur de l'environnement

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

- pour les sites du Marais d'Orx et de l'Etang Noir, la mise en œuvre de toute action concourant à :

- la protection et la gestion des espaces naturels, boisés ou non, afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels ;
- la sauvegarde des habitats naturels ainsi que des espèces animales et végétales ;
- l'ouverture au public des espaces naturels, là où elle est compatible avec les impératifs environnementaux des sites concernés ;
- l'éducation et la sensibilisation du public ;
- la valorisation économique, notamment touristique, dans le respect de leur équilibre écologique, des territoires concernés, dans une perspective de développement durable ;

- en ce qui concerne le trait de côte, la communauté de communes est compétente en matière d'étude de protection et d'entretien sur les zones naturelles inconstructibles au sens de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 dite « loi littoral », sauf en ce qui concerne le nettoyage des plages.

- en ce qui concerne le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (SAMDE), à travers notamment la mise en place du service public de la performance énergétique de l'habitat, en complémentarité des actions dévolues aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité et de gaz territorialement compétentes en application de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales :

- l'accueil, l'information, le conseil et l'accompagnement technique ainsi que le montage financier,



- la prise en charge de tout ou partie des études ou investissements nécessaires à la réalisation d'économies d'énergie.

- en ce qui concerne les infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables, la communauté de communes a compétence pour la création, entretien et exploitation d'infrastructures de charges nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides. Elle exerce cette compétence dans les conditions déterminées par l'article L. 2224-37 du code général des collectivités territoriales et, notamment, les activités suivantes :

- maîtrise d'ouvrage pour la création des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- exploitation et maintenance des infrastructures de charges, comportant l'achat et la fourniture d'électricité nécessaire, que ce soit en régie pour tout ou partie du service ou par le biais d'une délégation de service public ;
- généralement, passation de tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations.

La communauté de communes peut, pour l'exercice de cette compétence, adhérer à un syndicat mixte, sans consultation préalable des communes membres, par dérogation à l'article L. 5214-27 du code général des collectivités territoriales.

- en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, la communauté de communes est compétente en matière de réalisation d'études, d'actions de promotion, création et gestion d'outils permettant le développement des énergies renouvelables dans le cadre d'une démarche de transition énergétique, de création et de mise en œuvre d'un territoire à énergie positive.

4. Intérêt communautaire en matière de politique du logement et du cadre de vie

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

- le Programme Local de l'Habitat qui constitue le document stratégique de programmation de la politique locale en faveur de l'habitat. La Communauté de communes est compétente pour son élaboration, sa mise en œuvre selon les éléments retenus dans son programme d'actions, et son suivi, dans les conditions édictées notamment dans l'article L. 302-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;
- le logement social en faveur des personnes défavorisées à travers le soutien à la production de logements locatifs sociaux sur son territoire ;
- les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ;
- les logements d'urgence.

5. Création, aménagement et entretien de voirie

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

Définition des voies déclarées d'intérêt communautaire

Les voiries communales revêtues à *minima* d'un liant hydrocarboné, classées dans le domaine public communal, ainsi que les places publiques ouvertes à la circulation motorisée sont de compétence communautaire.

Les voiries non revêtues à *minima* d'un liant hydrocarboné ne deviennent de compétence communautaire qu'après revêtement aux frais de la commune concernée et classement dans le domaine public communal.

Nature et consistance des ouvrages composant les voies d'intérêt communautaire

- Chaussée dans la totalité de sa structure ;
- Places revêtues par un revêtement adapté à la circulation des véhicules motorisés, ouvertes à la circulation publique et au stationnement ;



- Ouvrages et aménagements spécifiques de sécurité : Banquettes, îlots directionnels de sécurité, terres pleines centraux, ronds-points et tourne à gauche ;
- Ouvrages existants de franchissement des brèches naturelles, de ruisseaux, de fossés ;
- Trottoirs aménagés ;
- Espaces cyclables ou ouverts aux modes doux faisant corps avec la chaussée en bordure de laquelle elles sont établies ;
- Accotements, talus et fossés ;
- Signalisation verticale de direction, de police et de danger ;
- Signalisation horizontale, y compris les passages pour piétons, les places de stationnement ;
- Poteaux d'arrêts liés au réseau de transport communautaire.

Attributions de MACS au titre de la compétence voirie d'intérêt communautaire :

- Entretien et maintenance de la voirie et de ses accotements :
 - Renovations ou réfections de la voirie ou des ouvrages liés à l'identique et rénovation des trottoirs ou abords de chaussées existants et aux normes d'accessibilités ; travaux de remise en état d'une voirie en conservant les mêmes caractéristiques géométriques (largeurs, altimétrie, profil et travers, ...)
 - Renforcement de la chaussée, construction des poutres de rives ;
 - Maintien en bon usage des dépendances : fauchage et débroussaillage (2 fois par an) ;
 - Fossés et drains : création, busage, curage ;
 - Accotements et talus : dérasement, calibrage, stabilisation ;
 - Entretien des équipements routiers de sécurité : marquages au sol spécifiques, garde-corps des ouvrages d'art, fournitures et pose de signalisation verticale de police et de direction, glissières et barrières de sécurité ;
- Création et entretien des arrêts de bus du réseau de compétence communautaire et des aires de covoiturage ;
- Travaux de réaménagement de voirie existante et des espaces associés, en respectant le niveau qualitatif d'aménagement défini par MACS pour son patrimoine :

Les travaux concernés sont :

- Aménagements ponctuels de mise en conformité ou de mise en sécurité de la voirie et des aménagements existants (trottoirs, traversées piétonnes, ralentisseurs, chicanes, carrefours îlots directionnels, ...)
- Mise en accessibilité de cheminements ou traversés piétonnes ;
- Création de trottoirs ;
- Aménagements des trottoirs, accessoires non nécessaires pour la sécurité des usagers des Routes Départementales en zones agglomérées ;
- Réaménagements du domaine public routier pour de nouvelles fonctions ou des modifications d'usages par des opérations modifiant les caractéristiques géométriques de la voirie et maintenant la qualité des revêtements initiaux ou respectant les revêtements définis par la communauté de communes pour son patrimoine.

Les modifications peuvent concerner des élargissements de voie, créations de cheminements doux, modifications de tracé, carrefours, ... Cela concerne la modernisation de voirie avec changement général du profil en travers (élargissement de chaussées, aménagement des abords de type trottoirs, stationnement, ...) et créations d'espaces parallèles à des chaussées affectés aux espaces cyclables ou ouverts aux modes doux et non-inscrits dans le schéma directeur de liaisons douces.

Ces travaux feront l'objet du versement d'un fonds de concours par la commune à la Communauté de communes MACS. Le régime des fonds de concours applicables en la matière est défini par le règlement financier approuvé et modifié, le cas échéant, par délibération du conseil communautaire. Les revêtements définis par MACS pour l'assiette des dépenses éligibles au fond de concours figurent dans le règlement financier.



Travaux et interventions Hors Compétences MACS :

- Acquisitions foncières et classement dans le domaine public communal ;
- Création de voirie nouvelles, des accotements, dépendances et ouvrages associés, ainsi que la création d'ouvrages d'art ;
- Travaux de requalification urbaine et de centre-bourgs :

Les communes membres peuvent réaliser des opérations d'aménagement urbain et de centre-bourg qui incluent une augmentation de qualité des revêtements des espaces mis à disposition à MACS dans le cadre de la compétence voirie.

Les espaces concernés sont les voiries classées et places publiques ouvertes à la circulation motorisée en zone agglomérée.

Ces travaux feront l'objet du versement d'un fonds de concours par la Communauté de communes MACS à la commune. Le régime des fonds de concours applicables en la matière est défini par le règlement financier approuvé et modifié, le cas échéant, par délibération du conseil communautaire.

Autres travaux et interventions hors compétence MACS :

- Mobilier urbain ;
- Micro-signalisation ou Signalétique d'Intérêt Local (SIL) ;
- Signalisation tricolore ;
- Espaces verts sans lien fonctionnel avec la voirie et qui n'ont pas un caractère nécessaire ou indispensable au bon fonctionnement de la voirie ;
- Arbres et plantations des espaces accessoires à la voirie :
 - Aménagements paysagers des accotements ;
 - Aménagements paysagers des Ronds-points, ilots centraux, ... ;
 - Embellissement végétal, engazonnement, fleurs, plantations ornementales, arbres ;
 - Entretien des espaces paysagers et des plantations d'alignement ;
 - Elagage ou abatage des plantations d'alignements dans le cadre de la sécurité ;
- Fauchage en plus des 2 passages prévus par MACS ;
- Propreté et déneigement des rues et trottoirs des parties agglomérées ;
- Désherbage manuel ou chimique des trottoirs et places dans les parties agglomérées ;
- Ensemble des travaux de réseaux secs et humides ;
- Mise à niveau des chambres, bouches à clé, tampons des regards, grilles, ... n'est pas de la compétence de MACS ;
- Eclairage public.

L'intérêt communautaire de la compétence de création, aménagement et entretien des liaisons douces :

Définition des liaisons douces déclarées d'intérêt communautaire

L'intérêt communautaire en la matière correspond aux liaisons douces inscrites dans le schéma directeur de liaisons douces approuvé par le conseil communautaire et la gestion des espaces aménagés.

Le terme de « liaisons douces » recouvre deux types d'aménagement retenus dans le schéma directeur de liaisons douces :

- **Les voies vertes**, routes exclusivement réservées à la circulation des véhicules non motorisés, des vélos à assistance électrique, des trottinettes électriques et des piétons ; les cavaliers en sont exclus ;



- **Les voies partagées** : voies routières à faible trafic routier où cohabitent sur le même espace véhicules motorisés, cyclistes et piétons. Le type d'aménagement varie en fonction de sa localisation et de l'emprise disponible, et comprend notamment chicanes, écluses, etc.

Nature et consistance des ouvrages composant les liaisons douces d'intérêt communautaire

- Voies vertes et voies partagées dans la totalité de leur structure ;
- Ouvrages et aménagements spécifiques de sécurité : séparateurs béton, îlot de refuge central, plateaux ralentisseurs, chicanes, écluses, ... ;
- Ouvrages de franchissement des brèches naturelles, de ruisseaux, de fossés ;
- Accotements, talus et fossés ;
- Signalisation verticale de direction, de police, de danger ;
- Signalisation horizontale y compris les traversées des voies routières ;
- Aménagements paysagers liés au projet : talus, haies arborées et arbustives, massifs, arbres, ... ;
- Equipements mobiliers associés aux liaisons douces : bancs, tables, poubelles, stationnements vélos, points d'eau et panneaux d'information.

Attributions de MACS au titre de la compétence liaisons douces d'intérêt communautaire

- Création de voies vertes et aménagement de voiries existantes en voies partagées : études et travaux :
 - Travaux d'aménagement, d'équipements de sécurité intégrés au projet, de création ou réparation d'ouvrages d'art liés au projet ;
 - Renforcement, création ou élargissement de la chaussée, construction des poutres de rive ;
 - Travaux de signalisation horizontale et verticale ;
 - Travaux d'aménagement des aires de repos, installation d'un point d'eau à une distance maximale de 25 m du raccordement, pose de signalétique d'information et d'équipements associés, aménagement d'un point d'alimentation électrique pour recharge fauteuils roulants électriques et vélos à assistance électrique à une distance maximale de 25 m du raccordement ;
 - Travaux d'aménagements paysagers prévus dans le projet initial d'aménagement de la liaison douce.
- Entretien des liaisons douces :
 - Rénovations ou réfections des voies vertes ou des voies partagées, ou des ouvrages liés ;
 - Maintien en bon usage des dépendances : fauchage et débroussaillage ;
 - Fossés, drains : création, busage, curage ;
 - Accotements : dérasement, calibrage, stabilisation, fauchage
 - Entretien des équipements routiers de sécurité : marquages au sol spécifiques, garde-corps des ouvrages d'art, signalisation verticale de police et de direction et de danger, glissières et barrières de sécurité, berlinoises ;
 - Balayage des voies vertes, tranchage des racines ;
 - Entretien des espaces paysagers et des plantations d'alignement liés au projet ;
 - Elagage ou abatage des plantations d'alignements dans le cadre de la sécurité ;
 - Entretien et propreté des aires de repos.

Travaux et interventions Hors Compétences MACS

- Acquisitions foncières ;
- Espaces verts sans lien fonctionnel avec les voies vertes ou voies partagées, et qui n'ont pas un caractère nécessaire ou indispensable au bon fonctionnement de la voie de liaison douce ;
- Ensemble des travaux de réseaux secs et humides ;
- Mise à niveau des ouvrages enterrés de concessionnaires ;
- Eclairage public ;



- Services au niveau des aires de repos : installation d'un point d'eau à une distance supérieure à 25 m du raccordement, gestion et entretien des points d'eau, aménagement et entretien de sanitaires.

6. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire (et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire)

• 6.1 Équipements culturels

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

- Pôle Sud - Centre de formations musicales à Saint-Vincent de Tyrosse ;
- La Marensine, Centre d'arts chorégraphiques à Soustons ;
- Pôle scientifique, numérique et arts plastiques à Labenne.

Est déclaré d'intérêt communautaire : l'adhésion au Syndicat Mixte dénommé « Conservatoire des Landes » :

- aide à la fourniture de matériels, documents et manuels utiles à la formation à la musique et à la danse.
- installation, entretien, location, voire création de locaux spécifiques pour ces activités.

• 6.2. Équipements sportifs

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

- le Centre aquatique « Aygueblue »

Est déclarée d'intérêt communautaire la création de « pôles sportifs » comprenant :

- Soustons : sports aquatiques et activités physiques de pleine nature
- Saint-Vincent-de-Tyrosse : rugby
- Capbreton : sports de glisse extrême et pratiques sportives urbaines.

Les modalités d'exercice et de financement de la compétence communautaire « pôles sportifs » sont précisées comme suit :

- la création d'un pôle requiert une unité de lieu,
- la participation financière totale de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud (MACS) pour un pôle ne peut dépasser 2 millions d'euros hors taxes. Elle est non renouvelable. Les subventions affectées à la création de ces pôles seront perçues par MACS.

• 6.3 Équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire

Maremne Adour Côte-Sud n'est pas compétente en matière d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire.

7. Action sociale

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

- les services d'aide et d'accompagnement à domicile ;
- les missions d'accompagnement social des familles des gens du voyage présentes sur les aires d'accueil du territoire, sur délégation de la collectivité départementale.

8. Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Sont déclarés d'intérêt communautaire les guichets de services au public développant une offre de services adaptés dans les domaines suivants, et le soutien aux partenaires intervenants dans lesdits domaines :



- Emploi - formation,
- Prestations ou aides sociales,
- Accès au(x) droit(s),
- Parentalité,
- Information Jeunesse et Familles.

Référence des actes portant modification de l'intérêt communautaire de MACS

Arrêté préfectoral n° 989/2016 en date du 29 décembre 2016 portant modification et mise en conformité des statuts de la Communauté de communes conformément aux dispositions de l'article 68-I de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Délibération du conseil communautaire n° 20151217D04B en date du 17 décembre 2015 portant modification de la définition d'intérêt communautaire de la compétence en matière de création, aménagement et entretien de la voirie et des liaisons douces ;
- Délibération du conseil communautaire n° 20160927D01C en date du 27 septembre 2016 portant définition de l'intérêt communautaire des compétences qui y sont soumises ;
- Délibération du conseil communautaire n° en date du portant modification de la définition d'intérêt communautaire des compétences en matière de soutien de la maîtrise de la demande en énergie, de création, aménagement et entretien de voirie et d'équipements culturels.